 GOVERNEMENT <i>Liberté</i> <i>Egalité</i> <i>Fraternité</i>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
	<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

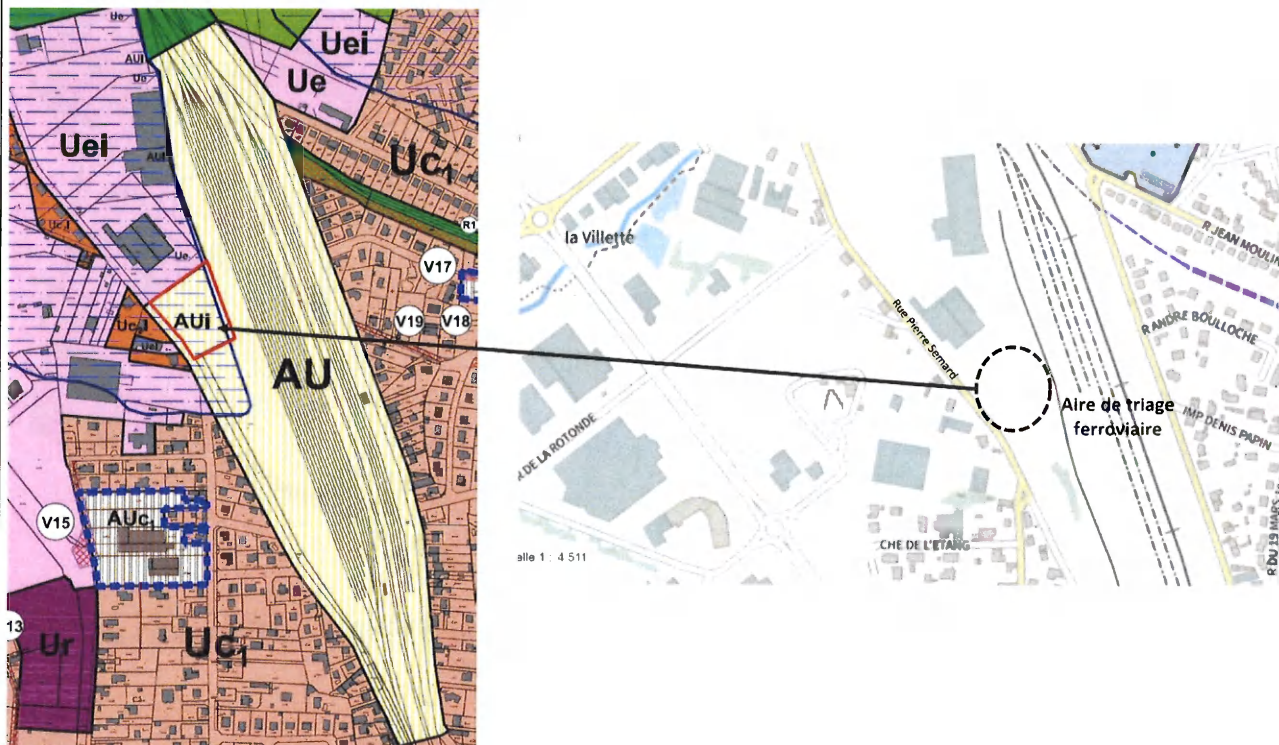
Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de RIORGES
SIRET/SIREN
214 201 840 00011
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Ville de Riorges 411, rue Pasteur 42153 RIORGES
04 77 23 62 62 / mairie@riorges.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Monsieur Jean-Luc CHERVIN, Maire de Riorges
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Madame Myriam PATIN, Responsable service Aménagement et Qualité Urbaine

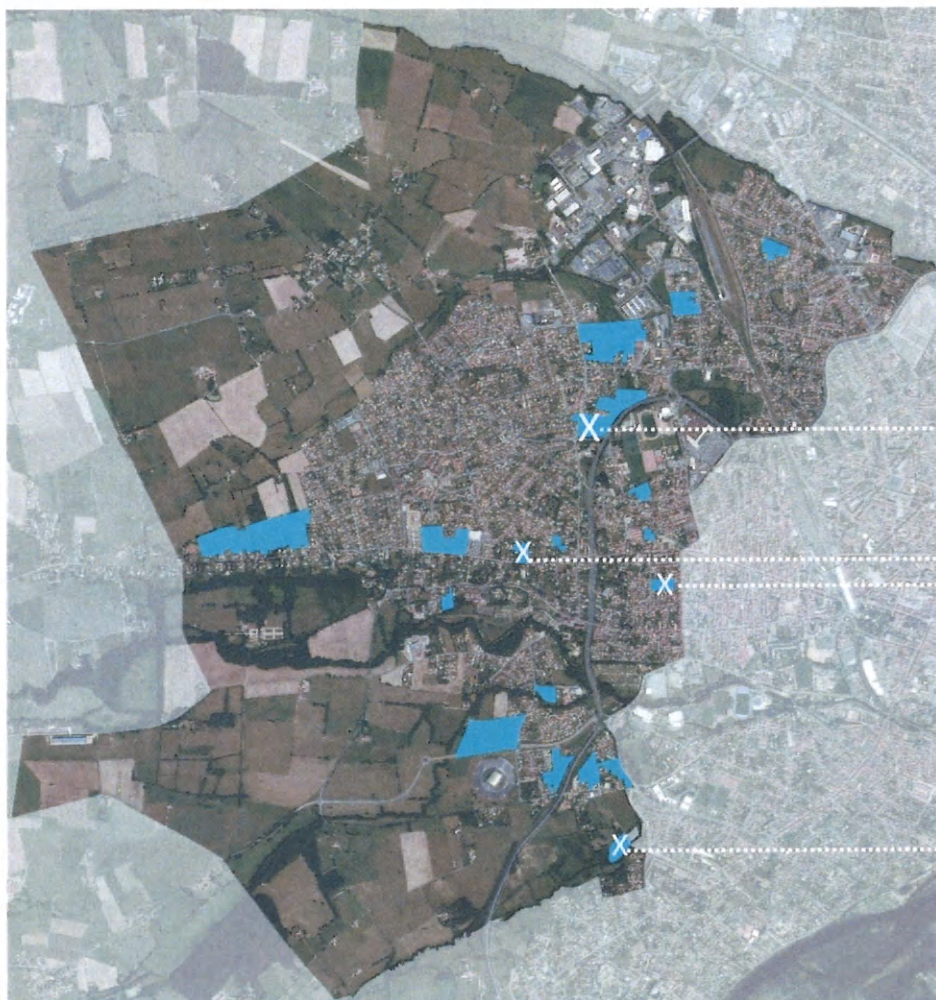
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
<p>Ville de Riorges 411 rue Pasteur 42153 Riorges</p> <p>04 77 23 62 48 / myriam.patin@riorges.fr</p>
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(ii))
PLU
2.2 Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme de la commune de Riorges
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
<p>Approuvé le 20/10/2016 Consultable à l'adresse suivante : https://www.riorges.fr/consulter-le-plan-local-d-urbanisme</p>
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Riorges (42)
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>La procédure de modification n°5 du PLU porte sur les objets et secteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - correction d'une erreur matérielle à la légende du plan de zonage induite lors de la numérisation du PLU ; → localisation sans objet - amélioration de la représentation graphique des secteurs concernés par un PPRNI au plan de zonage ;

- ouverture à l'urbanisation partielle d'une zone AU dans un secteur en grande partie concerné par un risque naturel (zone AU indiquée « i ») et localisé dans l'enveloppe urbaine, classement en zone Ue à vocation économique et définition d'une OAP ;
localisation des PPRNI sur la commune :

→ localisation rue Pierre Semard de la partie de zone AU à ouvrir à l'urbanisation



- suppression d'OAP sur les sites en cours d'aménagement ou aménagés, suppression au plan de zonage des périmètres d'OAP correspondant, classement en zone urbaine des secteurs qui étaient classés en zone à urbaniser opérationnelle ;



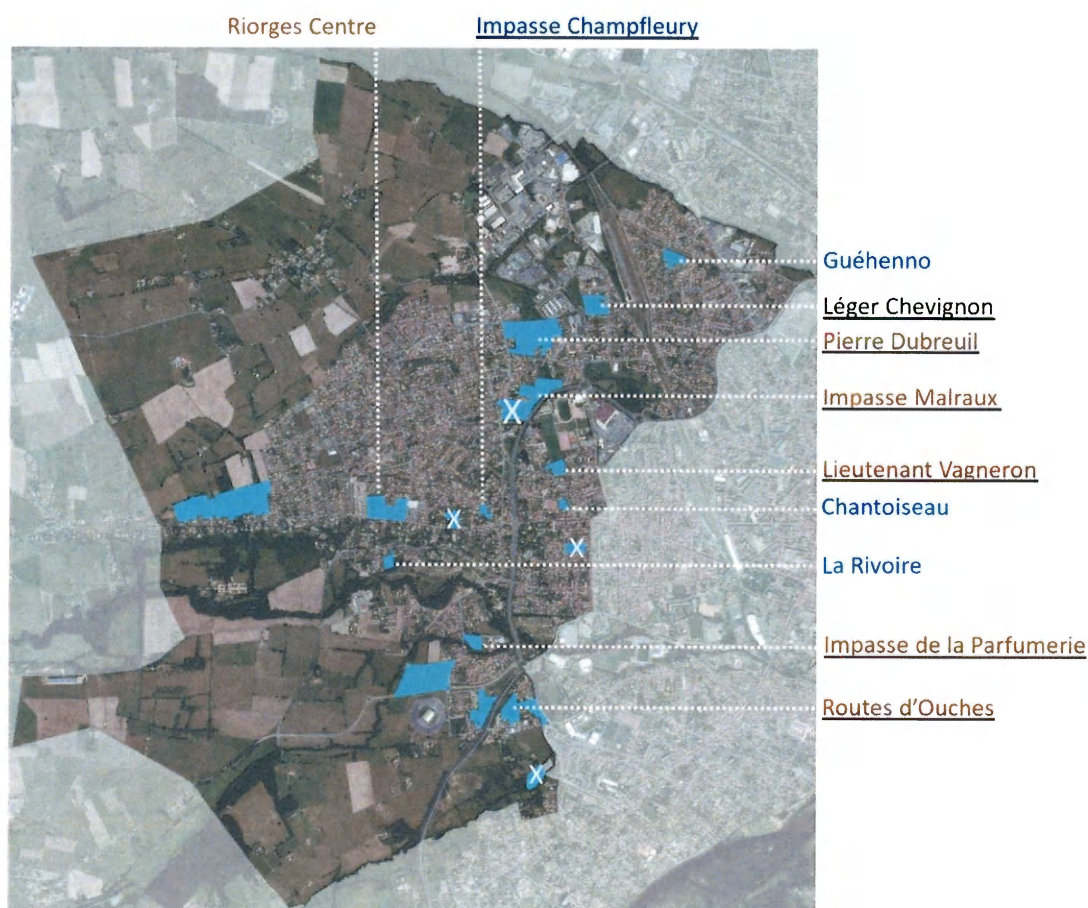
Secteurs d'OAP supprimés

Les Poupées

Maréchal Foch
Chamussy

Mayollet

- ajustement des densités minimales et introduction d'un seuil de densité haut sur des secteurs d'OAP ne faisant pour le moment pas l'objet de projets opérationnels ;
- reprise du contenu et du périmètre des OAP sur des secteurs sur lesquels des projets sont en cours de réflexion, classement en zone urbaine des secteurs qui ne sont plus concernés par un périmètre d'OAP et qui étaient classés en zone à urbaniser opérationnelle ;
- corrections, ajustements ou compléments divers apportés à certains secteurs d'OAP ne faisant pour le moment pas l'objet de projets opérationnels ;



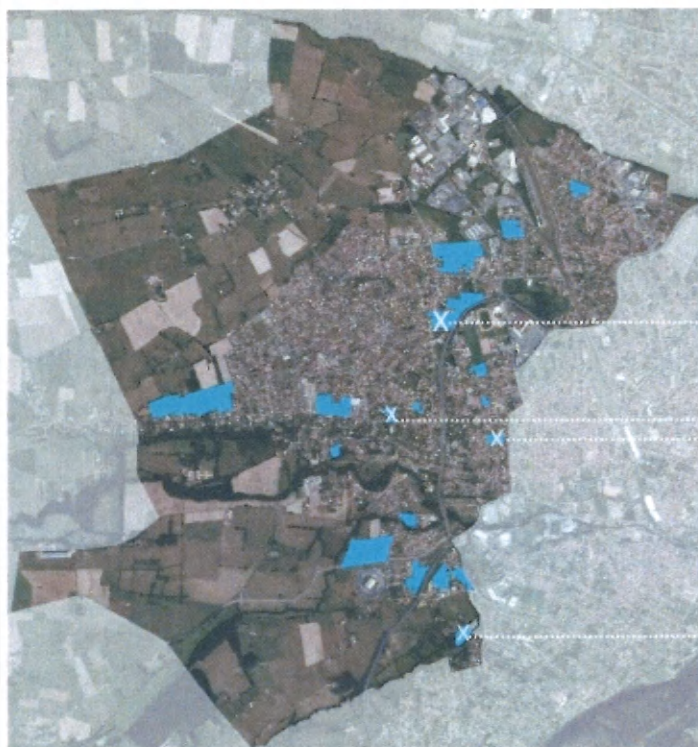
Secteur d'OAP pour lequel les densités ont été modifiées

Secteur d'OAP pour lequel des ajustements ont été apportés en lien avec un projet opérationnel en cours de définition

Secteur d'OAP pour lequel des ajustements et corrections divers ont été apportés

- suppression ou création d'emplacements réservés ;

→ modifications apportées au ER en lien avec les évolutions apportées aux OAP



Secteurs d'OAP supprimés

Les Poupées	→
Maréchal Foch	→
Charnussy	→
Mayollet	→

Plan de zonage

Suppression du périmètre d'OAP
Changement de zonage (AUc ₁ vers Uc ₁)
Création d'un emplacement réservé
Suppression du périmètre d'OAP
Suppression du périmètre d'OAP
Changement de zonage (AUl vers UI)



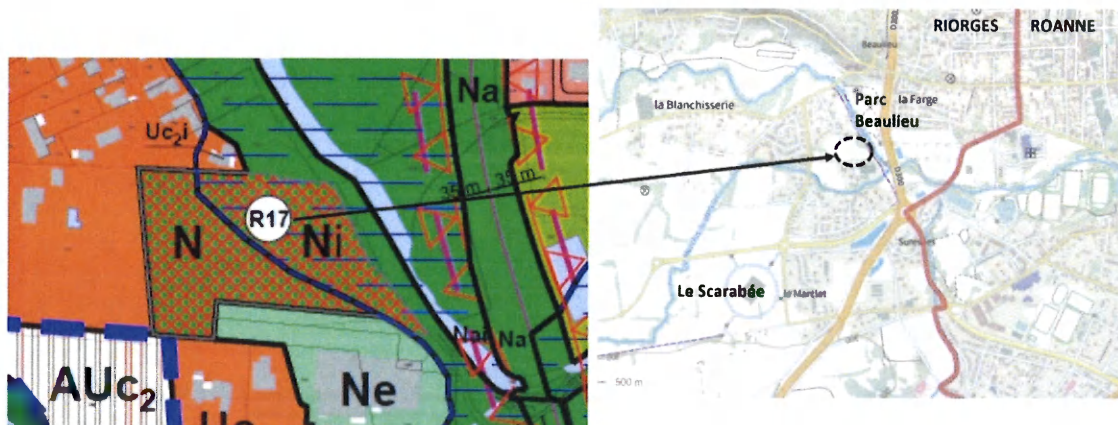
Secteurs d'OAP modifiés

Guéhenno	→
Pierre Dubreuil	→
Impasse	→
Champfleury	→
Chantoiseau	→
Riorges Centre	→

Modifications connexes au plan de zonage

Réduction du périmètre d'OAP, changement de zonage (AUc ₁ vers Uc ₁), suppression d'un emplacement réservé
Réduction du périmètre d'OAP
Réduction du périmètre d'OAP, changement de zonage (AUc ₁ vers Ub).
Agrandissement du périmètre d'OAP, création d'un emplacement réservé
Modification du périmètre d'OAP, changement de zonage (Ub vers AUru), création d'emplacements réservés

→ ER supprimé sans lien avec les évolutions apportées aux OAP



- l'adaptation, l'assouplissement, la correction et l'apport de compléments au règlement écrit pour en faciliter sa compréhension et sa mise en œuvre.

→ Zones concernées

N° Article	Zone	Modification ou ajout apportés dans le cadre de la modification n°5 du PLU
1	Uc	Préciser dans le sous-secteur Uc2e que les panneaux solaires (photovoltaïques et thermiques) sont autorisés en toiture.
2	Toutes les zones	Préciser que les ICPE sont incluses dans les installations à destination de services publics ou d'intérêt collectif admises sous conditions.
3	Ub, Uc, Ud, AUc	Revoir la largeur des accès et voies en cas de division parcellaire. Faire la distinction entre voie ouverte à la circulation et voie de desserte interne.
6	Ud, Ue, A et N	Suppression de la dérogation prévue en matière d'implantation aux voies et emprises publiques pour les ouvrages de transport d'énergie électrique qui fait doublon avec les dispositions de l'article 2.
7	Ub, Uc, Ud, UI, Up, AUc	Reformuler la règle alternative en matière d'implantation aux limites séparatives selon l'implantation et l'orientation des constructions voisines.
	Ub, Uc, Ud, AU, AUc, A et N	Suppression de la règle d'implantation aux limites séparatives pour les exhaussements de sol et les terrasses. Admettre l'aménagement de terrasses de plain-pied ou faiblement surélevées (jusqu'à 0,40 m de hauteur max) sans contrainte d'implantation, sous réserve de veiller à limiter les vis-à-vis en cas d'implantation sur limite séparative ou à proximité.
	Ub, Uc, Ud, Ue, UI, Up, Ur, Ut, Uz, AU, AUc, AUe, A et N	Ajustement de la règle d'implantation aux limites séparatives pour les abris (renommés annexes).
	Ud, Ue, A et N	Suppression de la dérogation prévue en matière d'implantation aux limites séparatives pour les ouvrages de transport d'énergie électrique qui fait doublon avec les dispositions de l'article 2.
10	Ub, Uc, Ud, AUc	Ne plus réglementer la hauteur des terrasses.
11	Toutes les zones (sauf secteurs d'activités économiques et secteur soumis à l'AVAP)	Suppression de l'interdiction sur terrain plat des exhaussements de sol et terrasses à moins de 3 m des limites séparatives Reprendre les règles relatives aux toitures terrasses : ne plus interdire l'aménagement des toitures terrasses en espaces de vie extérieurs, conditionner les cas où elles peuvent être admises en limite séparative. Supprimer l'obligation d'implanter terrasses et balcons à une distance minimale de 3 m des limites séparatives. Ajustement de la règle relative à l'aspect des clôtures.

		Autoriser les terrasses (surélevées ou non), conditionner les cas où elles peuvent être admises en limite séparative. Reformulation de la règle relative aux antennes, climatisations extérieures et conduits de fumée.
12	Ub, Ue, Auc	Préciser le nombre de places de stationnement pour les opérations d'ensemble selon un autre critère que le nombre de lots.
13	Ue	Préciser à l'article 13 que la marge de recul paysagée est à réaliser uniquement en cas d'implantation du bâti en retrait.

3. Contexte de la planification

3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables

Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?

☒ Oui
☐ Non

Si oui, nom du document et date d'approbation :

Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes adopté par le Conseil Régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

Le territoire est-il couvert par un SCoT ?

☒ Oui
☐ Non

Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :

Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Roannais dont la dernière révision a été approuvée le 04 octobre 2017

Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?

SAGE Loire en Rhône-Alpes approuvé par l'arrêté inter préfectoral du 30 août 2014
Plan de Gestion du Risque Inondation Loire-Bretagne 2022-2027
Plan Climat Air Energie Territorial de la Communauté d'Agglomération Roannais
Agglomération approuvé le 28 janvier 2020.

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

☒ Oui
☐ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale

Avis tacite réputé sans observation en date du 25/05/2016

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<p>Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la date de l'actualisation</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle</p>
<p>Sans conséquence sur la procédure actuelle.</p>
<p>Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet</p>
<p>Modification n°1 approuvée le 25 mai 2018 ayant pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - modification de l'OAP sur le secteur de la Rivoire ; - modification de l'OAP sur le secteur de la route d'Ouches ; - modification de l'OAP sur le secteur Maréchal Foch. <p>Modification n°2 approuvée le 13 décembre 2018 ayant pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la création d'une OAP Extension renforcement de Riorges Centre en lieu et place du Périmètre de mise en Attente d'un Projet d'Aménagement ; - le repérage du bâtiment agricole de Chancy, pour permettre son changement de destination en habitation ; - l'évolution de l'annexe du schéma directeur de l'assainissement, en actualisant les informations et en y ajoutant le schéma directeur de gestion des eaux pluviales ; - l'évolution du zonage de quatre sites sur les rues de Saint-Alban et de Saint-André, pour agrandir les espaces naturels, sur les OAP du secteur de l'Ecole des Sables et Extension renforcement de Riorges Centre pour une mise en cohérence avec son phasage d'ouverture à l'urbanisation ; - l'adaptation et la correction du règlement pour en faciliter sa compréhension (implantation des abris de jardins et piscines, édification des clôtures, façades et toitures, surplomb du domaine public, etc) ; - la modification de 24 emplacements réservés, portant sur leur création, description, évolution des emprises et suppression ; - l'actualisation de l'échéancier des OAP, comprenant notamment le bilan chiffré au réel et en prévisionnel des chiffres de la construction de logements et de la consommation de l'enveloppe foncière, la création d'une nouvelle date intermédiaire d'ouverture à l'urbanisation en 2023, impliquant une refonte du cadencement, le changement de zonage en AUc1 de l'OAP du secteur de l'Ecole des Sables en raison de son report en 2021 et le report – total ou partiel – des OAP Maréchal Foch – La Croix Blanche, Route d'Ouches et Pierre Dubreuil après 2026.

Modification n°3 approuvée le 17 décembre 2020 ayant pour objet :

- l'évolution du zonage sur cinq sites sur les rues Jean Plasse, Maréchal Foch et Saint-Romain, secteur Riorges centre pour harmoniser les zonages et corriger les erreurs matérielles, sur l'emprise de l'OAP du secteur de l'Ecole des Sables pour une mise en cohérence avec son évolution des usages ;
- l'adaptation et la correction du règlement pour en faciliter sa compréhension (précisions sur les accès, l'aspect extérieur des constructions, le stationnement) ;
- la modification de 9 emplacements réservés portant sur leur changement d'emprises et leur suppression ,
- la suppression de l'OAP Ecole des Sables en raison de l'évolution du projet d'aménagement du secteur ;
- l'actualisation de l'échéancier des OAP comprenant notamment le bilan chiffré au réel et en prévisionnel des chiffres de la construction de logements et de la consommation de l'enveloppe foncière.

Modification n°4 approuvée le 28 septembre 2022 ayant pour objet :

- l'évolution du zonage afin de garantir la cohérence du plan ;
- l'adaptation et la correction du règlement pour en faciliter sa compréhension (aspect extérieur des constructions, ombrières, énergies renouvelables, édification de clôtures, toitures, etc...) ;
- la modification d'emplacements réservés portant sur l'évolution de leur emprise ou de leur suppression
- l'évolution de la programmation des OAP et en particulier les OAP des Secteurs Champfleury, La Rivoire, Parfumerie, Guéhenno, afin d'en affiner les périmètre et les orientations
- l'actualisation de l'échéancier des OAP et des chiffres de la projection des logements à construire sur la commune pour les prochaines années (volume de logements sociaux, enveloppe de consommation foncière, opérations en renouvellement urbain/diffus, etc...) pour cadrer la pression foncière.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

La procédure de modification est encadrée par l'article L.153-36 du code de l'urbanisme : « Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions ». Ainsi, elle peut être utilisée à condition de :

- Ne pas changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

- Ne pas réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Ne pas réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

La procédure de modification est codifiée aux articles L.153-36 à L.153-44 du code de l'urbanisme.

En effet, la procédure de modification n°5 du PLU de Riorges porte sur :

- la correction d'une erreur matérielle à la légende du plan de zonage induite lors de la numérisation du PLU ;
- l'amélioration de la représentation graphique des secteurs concernés par un PPRNI au plan de zonage ;
- ouverture à l'urbanisation partielle d'une zone AU dans un secteur concerné par un risque naturel (zone AU indicée « i ») et localisé dans l'enveloppe urbaine, classement en zone Ue à vocation économique et définition d'une OAP ;
- la suppression d'OAP sur les sites en cours d'aménagement ou aménagés, suppression au plan de zonage des périmètres d'OAP correspondant, classement en zone urbaine des secteurs qui étaient classés en zone à urbaniser opérationnelle ;
- l'ajustement des densités minimales et introduction d'un seuil de densité haut sur des secteurs d'OAP ne faisant pour le moment pas l'objet de projets opérationnels ;
- la reprise du contenu et du périmètre des OAP sur des secteurs sur lesquels des projets sont en cours de réflexion, classement en zone urbaine des secteurs qui ne sont plus concernés par un périmètre d'OAP et qui étaient classés en zone à urbaniser opérationnelle ;
- des corrections, ajustements ou compléments divers apportés à certains secteurs d'OAP ne faisant pour le moment pas l'objet de projets opérationnels ;
- la création d'une zone AU stricte sur un site de renouvellement urbain faiblement dense en zone urbaine inclus dans l'OAP Extension/renforcement Riorges Centre ;
- la suppression ou création d'emplacements réservés ;
- l'adaptation, l'assouplissement, la correction et l'apport de compléments au règlement écrit pour en faciliter sa compréhension et sa mise en œuvre.

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

Population municipale légale de Riorges en 2021 : 11 045 habitants.

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	Superficie de la commune de Riorges (d'après SIG) : 1 562,78 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	589,23	37,7 %	591,84	37,87 %
zones 1 AU	33,81	2,16 %	31,21	2 %
zones 2 AU	63,69	4,08 %	63,68	4,07 %
zones A	520,59	33,31%	520,59	33,31%
zones N	355,46	22,75 %	355,46	22,75 %
Total	1 562,78	100 %	1 562,78	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le PADD du PLU en vigueur prévoit les dispositions suivantes, inscrites page 21 :

Réduire et maîtriser les consommations foncières, tant pour l'habitat que pour le développement économique :

- contenir le développement urbain pour préserver les espaces agricoles et naturels ;
- calibrer les zones de développement conformément à l'analyse des besoins fonciers réalisée à l'échelle du Pays Roannais pour les activités économiques et aux objectifs du SCOT Roannais pour l'habitat ;
- **évaluer finement le potentiel foncier constructible à l'intérieur du tissu urbain existant pour mesurer la nécessité ou non d'étendre les limites de la ville dans les 10 ans à venir ;**
- **pour l'habitat, viser en conséquence pour les 10 ans à venir un développement de la ville uniquement dans ses limites actuelles.** Sur les 10 ans passés, on constate une consommation foncière liée à l'habitat de 47,4 ha (*surface correspondant à la surface totale des parcelles sur lesquelles des PC ont été accordées pour la création de logements sans analyse de la typologie des sols consommés (dent*

creuse en zone urbaine, densification sur terrain bâti en zone urbaine, parcelle agricole...). La consommation foncière dans le cas présent ne doit pas être confondue avec la consommation d'ENAF).

Pour répondre à ses besoins de développement tout en modérant sa consommation de l'espace, la commune a défini un besoin en foncier constructible de 30,65 ha pour les 10 ans à venir. **Ces besoins seront uniquement satisfaits à l'intérieur des limites actuelles de la ville. Elle vise le renforcement du rythme de la construction tout en optimisant l'efficacité foncière des opérations par une densité plus élevée inscrite aux Orientations d'Aménagement et de Programmation ;**

- **pour le développement économique et les équipements structurants, viser la limitation des surfaces constructibles en extension urbaine pour les 15 prochaines années (2016-2030) à une enveloppe maximale de 28,32 ha** (zone AU sud du Marcelet et zone AUe située au nord du Scarabée).

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de Riorges a été prescrite par arrêté le 26 février 2024.

Elle a pour objets :

- la correction d'une erreur matérielle à la légende du plan de zonage induite lors de la numérisation du PLU ;
- l'amélioration de la représentation graphique des secteurs concernés par un PPRNI au plan de zonage ;
- ouverture à l'urbanisation partielle d'une zone AU dans un secteur concerné par un risque naturel (zone AU indicée « i ») et localisé dans l'enveloppe urbaine, classement en zone Ue à vocation économique et définition d'une OAP ;
- la suppression d'OAP sur les sites en cours d'aménagement ou aménagés, suppression au plan de zonage des périmètres d'OAP correspondant, classement en zone urbaine des secteurs qui étaient classés en zone à urbaniser opérationnelle ;
- l'ajustement des densités minimales et introduction d'un seuil de densité haut sur des secteurs d'OAP ne faisant pour le moment pas l'objet de projets opérationnels ;
- la reprise du contenu et du périmètre des OAP sur des secteurs sur lesquels des projets sont en cours de réflexion, classement en zone urbaine des secteurs qui ne sont plus concernés par un périmètre d'OAP et qui étaient classés en zone à urbaniser opérationnelle ;
- des corrections, ajustements ou compléments divers apportés à certains secteurs d'OAP ne faisant pour le moment pas l'objet de projets opérationnels ;
- la création d'une zone AU stricte sur un site de renouvellement urbain faiblement dense en zone urbaine inclus dans l'OAP Extension/renforcement Riorges Centre ;
- la suppression ou création d'emplacements réservés ;
- l'adaptation, l'assouplissement, la correction et l'apport de compléments au règlement écrit pour en faciliter sa compréhension et sa mise en œuvre.

Dans ce cadre, plusieurs pièces du PLU opposable sont modifiées :

- Pièce 1.2 : règlement écrit
- Pièce 1.3 : cahier des emplacements réservés
- Pièce 1.4 : règlement graphique (plan de zonage)
- Pièce 2.2 : orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ **Oui**

☐ Non

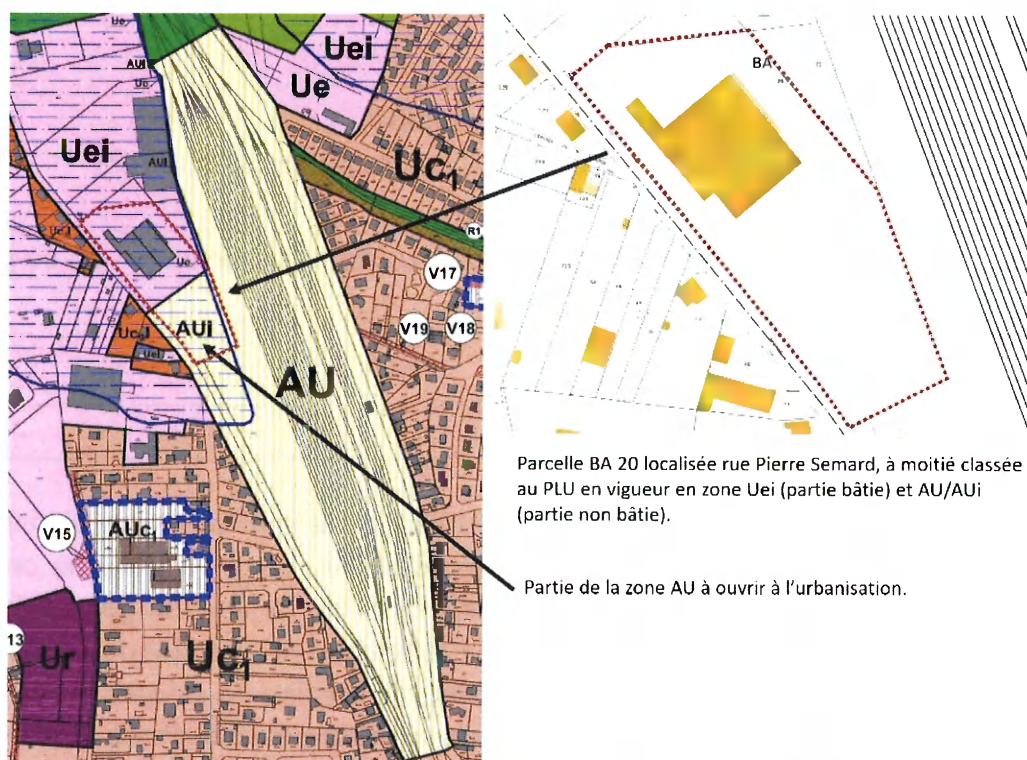
Si oui, préciser la localisation et la superficie

Le PADD du PLU en vigueur vise à préserver le potentiel de la plate-forme ferroviaire présente au sein de la ville. Il s'agit de ne pas compromettre l'usage à venir de ce secteur stratégique du fait de plusieurs projets en réflexion lors de la révision générale du PLU approuvée en 2016 : la modernisation de la ligne ferroviaire et le projet de LGV Paris Orléans Clermont-Ferrand (POCL). **Ainsi, afin d'assurer la mise en œuvre du PADD, une vaste zone AU stricte a été définie sur ce secteur situé en ville d'une surface totale de 16 ha.**

Cette zone AU porte à la fois :

- sur l'emprise de l'aire de triage ferroviaire (parcelles BA 30 et BA 36) d'une surface de 15,28 ha ;
- et sur la partie non bâtie (7 148 m²) d'un tènement contiguë à l'aire de triage ferroviaire sur lequel est implantée une activité économique (entreprise COSI Home Energy spécialisée dans l'isolation). La partie construite de ce tènement est classée en zone Ue indicée « i » correspondant à une zone urbaine à vocation économique incluse dans le périmètre du PPRNPi du bassin versant de l'Oudan.

La modification n°5 vise à ouvrir partiellement à l'urbanisation les 7 148 m² classés en zone AU et situés en dehors de l'emprise de l'aire de triage ferroviaire.



Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☒ Oui☐ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Page 303 du rapport de présentation du PLU approuvé le 20 octobre 2016, correspondant à la **page 474 du rapport présentation numérisé** consultable à l'adresse suivante : https://wxs-gpu.mongeoportail.ign.fr/externe/documents/DU_42184/da79a6275c76826a551f169292154725/42184_rapport_20220928.pdf

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

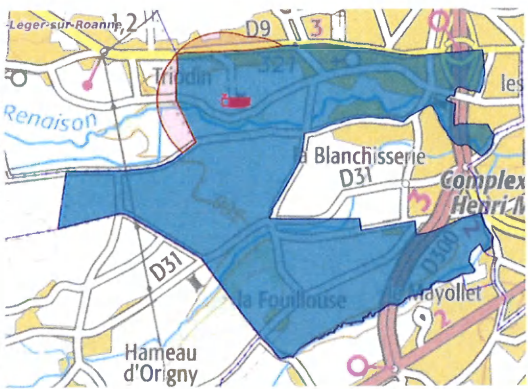
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)

- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<p>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les effets
-

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La commune n'abrite pas de site Natura 2000.</p> <p>Deux zones Natura 2000 sont néanmoins présents à proximité de la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la zone Natura 2000 FR8201765 (ZSC, directive Habitat) des « milieux alluviaux et aquatiques de la Loire », qui comprend le fleuve Loire et ses rives depuis le Sud d'Andrézieux-Bouthéon jusqu'à la frontière Nord du département de la Loire et couvre une superficie de 3728 ha. Cette zone Natura 2000 se situe au plus près à 760 m des limites communales sud-est. - la zone Natura 2000 FR8212026 (ZPS, directive Oiseau) des « Gorges de la Loire aval », qui comprend le fleuve Loire et les gorges depuis le Nord de la commune de Balbigny jusqu'au Sud de Villerest et couvre une superficie de 7388 ha. Cette zone Natura 2000 se situe au plus près à 3,4 km des limites communales sud.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est soumise à un risque inondation lié aux cours d'eau le Renaison, l'Oudan et de leurs affluents (le Marclet, la Goutte Marcellin et le Combray).</p> <p>Le Plan de Prévention des Risques Naturels Inondations (PPRNI) du Renaison a été approuvé le 4 avril 2008.</p> <p>Celui lié à l'Oudan et de ses affluents a été approuvé le 15 décembre 2015.</p>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par la servitude AC4 lié à la présence d'un Site Patrimonial Remarquable mis en place dans la vallée du Renaison par délibération du Conseil Municipal en date du 20 octobre 2016.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En dehors du secteur d'application de la servitude AC4, la commune est concernée par la servitude AC1 lié au classement du Château de Neubourg.

		
<p>Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/></p>	<p>Deux inventaires des zones humides ont été réalisés sur la commune.</p> <p>Un inventaire a été réalisé en 2013 à l'initiative du Syndicat mixte des Monts de la Madeleine et du Syndicat des Rivières Renaison, Teyssonne, Oudan, Maltaverne dans le cadre d'un contrat de rivière. La surface totale des zones humides inventoriées est de 68,6 hectares soit 4,4 % du territoire de Rions. Cet inventaire, non exhaustif comporte des fiches par site avec notamment leur niveau d'intérêt écologique.</p> <p>Le Département de la Loire a mené, dans le cadre du SAGE Loire en Rhône Alpes et du Schéma Départemental des Milieux Naturels, une étude recensant les zones humides de plus de 1 hectare.</p> <p>La connaissance de milieux humides sur la commune a été complétée dans le cadre de plusieurs études spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - étude de valorisation de la trame verte du Combray qui a révélé la présence de plusieurs sites notamment au nord de la Croix Blanche ; - étude de faisabilité de la coulée verte du Combray à Gallieni en 2011 ; - étude paysagère et d'aménagement de la plaine de la Rivoire sur le Renaison ;

			<p>- études d'impact environnemental liées à des procédures de ZAC activités (Parc du Marclet, Portes de Riorges) ou habitat (le Marclet, les Canaux, le Pontet).</p>
<p>Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>➤ La Trame Verte et Bleue à l'échelon régional (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durables et d'Egalité entre les Territoires)</p> <p>Le SRADDET a pour objectif la préservation et la restauration des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques, pour assurer une meilleure connectivité des milieux.</p> <p>La commune de Riorges est plus particulièrement concernée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un corridor surfacique, en direction des Gorges de la Loire, au sein de la plaine roannaise - Une trame bleue s'appuyant plus particulièrement sur le Renaison et le Marclet, contribuant fortement à la biodiversité présente sur la commune. - Des espaces perméables, sur la moitié ouest de la commune. <p>➤ La Trame Verte et Bleue à l'échelle du SCOT Roannais</p> <p>D'après le SCOT Roannais, la commune n'abrite pas de réservoirs de biodiversité, ni d'enjeu régional, ni d'enjeu local.</p> <p>Les vallées du Renaison et du Marclet sont identifiées en tant que corridors écologiques de niveau régional. Un corridor écologique complémentaire est identifié sur la commune correspondant aux espaces agri-naturels localisés à l'ouest de la commune. Le maintien d'une coupure verte est également identifiée hors zone urbaine le long de la route de Saint-Alban.</p>

<p>Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune de Riorges accueille une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 le « Marais de Riorges » classés en ZNIEFF de type 1 (n°42000043).</p> <p>Enclavé au milieu de la zone urbanisée et isolé de son contexte naturel (notamment du vallon du Combray) par de multiples « fractures urbaines », la ZNIEFF couvre une superficie très réduite (<5 ha) par rapport à son étendue au début du siècle. Il est alimenté en partie par les eaux du « fuyant de l'Oudan et par la nappe sous-jacente qui est en connexion avec la typhaie et la roselière.</p> <p>La ZNIEFF est composés de trois types d'habitat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les habitats naturels de la zone humide au centre du site avec des boisements humides et des roselières ; - les habitats prairiaux ponctués de boisements au nord-est du site ; - les habitats rudéraux issus des dégradations anthropiques (remblais...) à l'ouest du site. <p>Le site est aujourd'hui valorisé par la Communauté d'Agglomération Roannais Agglomération qui en est propriétaire en tant que réservoir de biodiversité localisé en pleine ville.</p>
<p>Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p>Un espace concerné par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; 	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

- un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des espaces boisés sont repérés au plan de zonage du PLU en vigueur au titre de l'article L 113-1 du Code de l'Urbanisme. Il sont localisés dans les vallées du Renaison, du Marclet, de la Goutte Marcellin, et de l'Oudan, notamment aux bords des cours d'eau et plus spécifiquement en zone urbaine pour protéger la densité de la trame verte caractérisant le coteau du Renaison (versant bâti en rive gauche du Renaison dont la pente est très marquée.)
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone AU partiellement ouverte à l'urbanisation est en grande partie incluse dans le périmètre d'application du PPRNPi du bassin versant de l'Oudan et ses affluents, approuvé par arrêté préfectoral n°DT-15-1204 en date du 15/12/2015. Elle est concernée par un risque faible de ruissellement. Le règlement du PPRNPi autorise dans cette zone l'urbanisation sous réserve de respecter des prescriptions visant à ne

			pas augmenter la vulnérabilité des personnes et des biens.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituées en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Parmi les secteurs faisant l'objet de la procédure de modification n°5 figure le secteur d'OAP de la Rivoire localisé dans le Site Patrimonial

			Remarquable (ex AVAP) présent sur la commune.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Parmi les secteurs faisant l'objet de la procédure de modification n°5 figure le secteur d'OAP Pierre Dubreuil situé à proximité de la zone humide numérotée OUD_51 à l'inventaire du SAGE Loire en Rhône Alpes.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Parmi les secteurs faisant l'objet de la procédure de modification n°5 figure le secteur d'OAP de la Rivoire localisé dans la vallée du Renaison identifiée comme corridor écologique.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Parmi les secteurs faisant l'objet de la procédure de modification n°5 figurent le secteur d'OAP de la Rivoire bordé en limite sud par un EBC et le secteur d'OAP Lieutenant Vagneron incluant des EBC.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Parmi les secteurs faisant l'objet de la procédure de modification n°5 figure le secteur d'OAP Extension/renforcement Riorges Centre qui comporte un élément de patrimoine bâti protégé au titre de l'article L 151-19.

D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, précisez :
-

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Le dossier de modification devrait être transmis aux Personnes Publiques Associées en mai, après la réponse de la MRAE suite à la présente procédure de cas par cas.

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

-

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non

- participation du public par voie électronique

☒ Oui

☐ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

- autre, préciser les modalités

-

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Annexe 1 : Rapport de présentation incluant la prè-évaluation, correspondant aux annexes 1 et 3 demandées
 Annexe 2 : Modifications de zonage avant-après, correspondant à l'annexe 2 demandée.
 Annexe 3 : OAP modifiée
 Annexe 4 : Plan de zonage modifié
 Annexe 5 : Règlement modifié
 Annexe 6 : Liste des emplacements réservés modifiés

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Riorges	le	15 mars 2024
Nom	CHERVIN	Prénom	Jean-Luc
Qualité	Maire		
Signature			
